**CHAMBRE REGIONALE DES COMPTES
DE GUYANE**

REPUBLIQUE FRANCAISE

**CENTRE HOSPITALIER ANDREE
ROSEMON DE CAYENNE**

**POSTE COMPTABLE : Trésorerie de
CAYENNE AMANDIERS**

**Jugement sur les comptes des exercices
2004 à 2009**

Rapport n° 2013-0036
Jugement n° 2013-0008
Séance plénière et publique du 13 juin 2013
Délibéré du 13 juin 2013
Lecture publique du 27 juin 2013

LA CHAMBRE RÉGIONALE DES COMPTES DE GUYANE,

Vu les comptes rendus en qualité de comptable du centre hospitalier Andrée ROSEMON de CAYENNE pour les exercices 2004 à 2009 par :

- M. X, du 1^{er} janvier 2004 au 31 août 2006 ;
- M. Y du 1^{er} septembre 2006 au 31 décembre 2009 ;

Vu les justifications produites au soutien des comptes ;

Vu les pièces de mutation des comptables ;

Vu le code des juridictions financières ;

Vu la loi de finances n° 63-156 du 23 février 1963 et notamment son article 60 ;

Vu l'article 90-II de la loi n° 2011-1978 du 28 décembre 2011 ;

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu le réquisitoire n° 2011-0035 du 22 juin 2011 du Procureur financier saisissant la chambre à fin d'instruction sur des faits susceptibles d'engager la responsabilité personnelle et pécuniaire de MM. X et Y ;

Vu la décision n° 19/2011 du 23 juin 2011 du Président de la chambre chargeant M. Jean-Claude POZZO DI BORGO, rapporteur, de l'instruction du jugement des comptes du centre hospitalier;

Vu la notification de ce réquisitoire et de cette décision par courriers du 30 juin 2011 reçu le 6 juillet 2011 par M. X et M. Y et le 5 juillet 2011 par le directeur du centre hospitalier Andrée ROSEMON de Cayenne ;

Vu les lettres adressées par le rapporteur le 20 mars 2012 à MM. X et Y ;

Vu la réponse de M. X du 18 avril 2012 enregistrée au greffe de la chambre le 9 mai 2012 ;

Vu les réponses de M. Y enregistrées au greffe de la chambre le 2 avril 2013 ;

Vu la notification de la date de la séance publique à M. X le 21 mai 2013, à M. Y le 18 mai 2013 et au directeur du centre hospitalier Andrée ROSEMON de Cayenne le 22 mai 2013 ;

Vu les autres pièces du dossier ;

Vu les conclusions de M. PELAT, Procureur financier ;

Après avoir entendu M. POZZO DI BORGO en son rapport et M. PELAT en ses observations ;

Après avoir délibéré hors la présence du rapporteur et du Procureur financier dans la formation suivante : M. DIRINGER, Président de la chambre ; M. LESOT, Président de section ; MM. MARON, LANDAIS et LANDI, Premiers conseillers ;

ORDONNE CE QUI SUIT :

Première charge : Restes à recouvrer sur comptes de tiers

Attendu que par réquisitoire du 22 juin 2011, le Procureur financier a requis la chambre de se prononcer sur la responsabilité personnelle et pécuniaire de MM. X et Y aux motifs que, parmi les restes à recouvrer par compte de tiers arrêtés au 31 décembre 2009, le recouvrement de nombreux titres serait compromis en raison de l'absence ou de la tardiveté de diligences interruptives de prescription et que ces titres ne seraient pas disponibles dans le poste comptable ;

Attendu que le procureur financier, dans ses observations en séance, en complément de ses conclusions écrites, a estimé, au vu de la jurisprudence de la Cour des comptes, qu'il y avait lieu de considérer que seul un acte de poursuites régulièrement notifié ou signifié a pour effet d'interrompre la prescription, nonobstant le volume important des titres à recouvrer.

Attendu que le comptable est tenu d'exercer des diligences adéquates, complètes et rapides en vue du recouvrement des titres de recettes qu'il prend en charge et qu'en vertu de l'article 60-I de la loi n°63-156 du 23 février 1963, sa responsabilité personnelle et pécuniaire se tY engagée dès lors qu'une recette n'a pas été recouvrée ou a vu son recouvrement définitivement compromis ;

Attendu que le rapporteur propose à la chambre de mettre en jeu la responsabilité de M. X à raison du recouvrement définitivement compromis de 120 titres d'un montant total de 344 040,33 € et de M. Y pour 113 titres d'un montant total de 458 277,86 €;

Attendu que dans sa réponse, M. X fait valoir que : *« compte tenu de la procuration donnée à mon successeur et celle vraisemblablement donnée par celui-ci à l'actuelle comptable, des éléments ont dû être apportés pour justifier la situation des titres de recettes restant à recouvrer au 31 décembre 2009 et émis du 26 janvier 2000 au 31 août 2002 ; cette dernière date déterminant la prescription pouvant être invoquée pour ma gestion terminée le 31 août 2006. J'ajoute que l'application informatique du Trésor public était paramétrée pour notifier des commandements de payer interrompant la prescription quadriennale et pour éditer des mises en demeure à destination des débiteurs publics. Dans ces conditions, je ne peux que m'en remettre à la clairvoyance et à la sagesse de la Cour dans sa décision à intervenir sur la charge n° 1 »* ;

Attendu que dans sa réponse, M. Y fait valoir que le classement des débiteurs aux bons sous-comptes et leur codification selon leur statut public ou privé n'ont pas toujours été effectués convenablement ; qu'il produit une liste des titres litigieux classés par compte de tiers précisant les diligences incrémentées dans l'application Hélios en considérant que les commandements ont été régulièrement notifiés, dès lors que cet applicatif mentionne leur envoi réalisé par un département informatique situé en métropole ; qu'il précise qu'il *« ne dispose d'aucun autre document matériel pour pYr la réalité des poursuites »* et que si *« la chambre relève que les preuves des diligences alléguées n'ont pas été apportées et que les titres ne seraient pas disponibles dans le poste (...), l'archivage exhaustif des preuves des actes de poursuites est un problème permanent auquel le personnel est peu sensible ; La preuve des diligences ne devrait être invoquée que pour les Actes intervenant après le Commandement, c'est à dire à partir de la Saisie incluse (...) »* ;

Attendu que si les états produits mentionnent l'envoi de commandements de payer aux débiteurs, aucun justificatif permettant d'établir que ceux-ci aient été reçus ou supposés reçus par les redevables concernés n'est produit ; qu'ainsi, et sans qu'il soit besoin de vérifier si les dates mentionnées pour l'envoi de ces documents rendaient possible l'interruption du cours de la prescription, il y a lieu de considérer que la preuve des diligences alléguées n'a pas été apportée ; que, s'agissant des débiteurs publics, la preuve que les réclamations susceptibles d'interrompre la prescription aient été reçues par ces derniers n'est pas davantage apportée ;

Attendu que le recouvrement des titres suivants doit être regardé comme sérieusement compromis à la date à laquelle M. X a cessé ses fonctions ;

COMPTE	EXERCICE	TITRE	PRISE EN CHARGE	MONTANT
4161	2002	T-10631	16/09/2002	5 829,41 €
4161	2002	T-11893	23/09/2002	1 423,14 €
4161	2002	T-12879	03/10/2002	1 945,89 €
4161	2002	T-15504	21/10/2002	1 193,50 €
4161	2002	T-18596	05/11/2002	2 913,07 €
46726	2002	T-19030	06/11/2002	12 561,92 €
4161	2002	T-23184	04/12/2002	1 501,20 €
4161	2002	T-24889	10/12/2002	2 022,28 €
46726	2002	T-26010	06/01/2003	2 930,72 €
4161	2002	T-26437	09/01/2003	1 532,37 €
TOTAL				33 853,50 €

Attendu qu'ainsi MM. X et Y ont manqué aux obligations qui leur incombaient en matière de diligences en vue du recouvrement des titres de recettes qu'ils avaient pris en charge, récapitulés en annexe 1 au présent jugement pour M. X et en annexe 2 pour M. Y ; que, par suite, leur responsabilité personnelle et pécuniaire doit être engagée en application de l'article 60-I de la loi n°63-156 du 23 février 1963 ;

Attendu que, dans ces conditions, il y a lieu de constituer débiteurs du Centre hospitalier Andrée ROSEMON de CAYENNE :

M. X pour la somme de trois cent soixante-dix-sept mille huit cent quatre-vingt-treize euros et quatre-vingt-trois centimes (377 893,83 €) qui portera intérêt au 6 juillet 2011, date de notification du réquisitoire ;

M. Y pour la somme de quatre cent vingt-quatre mille quatre cent vingt-quatre euros et trente-six centimes (424 424,36 €) qui portera intérêt au 6 juillet 2011 date de notification du réquisitoire ;

Deuxième charge : Dépenses à régulariser au compte 472

Attendu que par réquisitoire du 22 juin 2011, le Procureur financier a requis la chambre de se prononcer sur la responsabilité personnelle et pécuniaire de M. Y au motif que le compte 472 présentait un solde débiteur de 1 465 942,60 € au 31 décembre 2009 représentant des paiements qui, non appuyés de mandats, constitueraient un déficit et que l'absence de justification apportée par le comptable quant à la régularisation de ces écritures serait susceptible de constituer un manquement engageant la responsabilité de M. Y ;

Attendu qu'au regard des éléments transmis par M. Y, et qui attestent de régularisations opérées au 31 décembre 2010, il n'y pas lieu d'engager sa responsabilité personnelle et pécuniaire à ce titre ;

EN CONSEQUENCE

Il est sursis à la décharge de :

- **de M. X pour sa gestion du 1^{er} janvier 2004 au 31 août 2006 ;**
- **de M. Y pour sa gestion du 1^{er} septembre 2006 au 31 décembre 2009.**

Délibéré en la Chambre régionale des comptes de GUYANE le 13 juin 2013.

Ont signé : Mme AZARES, greffière, M. B. DIRINGER, Président

Collationné, certifié conforme à la minute étant au greffe de la chambre régionale des comptes de la Guyane et délivré par moi, Secrétaire Générale.

E. LOISY

En conséquence, la République française mande et ordonne à tous les huissiers de justice, sur ce requis, de mettre le présent jugement à exécution ; aux procureurs généraux et aux procureurs de la République près des tribunaux de grande instance, d'y tenir la main ; à tous commandants et officiers de la force publique, de prêter main-forte, lorsqu'ils en seront légalement requis.

En application des articles R. 243-1 et R. 243-3 du code des juridictions financières, les jugements prononcés par la chambre régionale des comptes peuvent être frappés d'appel devant la Cour des comptes dans le délai de deux mois à compter de la notification selon les modalités prévues aux articles R. 243-4 et R. 243-6 du même code.

La requête en appel ou la demande en révision doit justifier, sous peine d'irrecevabilité ou de rejet d'office, de l'acquiescement de la contribution fixée à l'article 1635 bis Q du code général des impôts aux termes duquel « une contribution pour l'aide juridique de 35 € est perçue par instance introduite en matière civile, commerciale, prud'homale, sociale ou rurale devant une juridiction judiciaire ou par instance introduite devant une juridiction administrative »¹.

¹ Article 54 de la loi n° 2011-900 du 29 juillet 2011 de finances rectificative pour 2011.

Jugement des comptes du Centre hospitalier Andrée Rosemon de Cayenne

Exercices 2004 à 2009

Annexe 1 : Titres prescrits ou dont le recouvrement a été sérieusement compromis sous la gestion de
M. MONNOT

COMPTE	EXERCICE	TITRE	PRISE EN CHARGE	MONTANT
4161	2000	T-14192	30/05/2000	6 041,54 €
4161	2000	T-14572	05/06/2000	1 031,56 €
4161	2000	T-15228	08/06/2000	3 053,14 €
4161	2000	T-15904	19/06/2000	1 000,22 €
4161	2000	T-18246	07/07/2000	1 372,63 €
4161	2000	T-18187	07/07/2000	1 392,37 €
4161	2000	T-18236	07/07/2000	2 796,40 €
4161	2000	T-18230	07/07/2000	3 074,63 €
4161	2000	T-18194	07/07/2000	3 694,97 €
4161	2000	T-18196	07/07/2000	5 997,34 €
4161	2000	T-18232	07/07/2000	5 997,39 €
4161	2000	T-18199	07/07/2000	8 730,37 €
4161	2000	T-19470	19/07/2000	1 348,42 €
4161	2000	T-19485	19/07/2000	1 539,28 €
4161	2000	T-20040	25/07/2000	1 702,03 €
4161	2000	T-20733	02/08/2000	4 093,72 €
4161	2000	T-20816	03/08/2000	6 670,75 €
4161	2000	T-21378	07/08/2000	1 000,22 €
4161	2000	T-23016	18/09/2000	3 364,22 €
4161	2000	T-23105	19/09/2000	3 710,74 €
4161	2000	T-24253	25/09/2000	6 918,43 €
4161	2000	T-25861	04/10/2000	1 852,97 €
4161	2000	T-25856	04/10/2000	2 052,59 €
4161	2000	T-25818	04/10/2000	3 214,60 €
4161	2000	T-25821	04/10/2000	3 582,06 €
4161	2000	T-25809	04/10/2000	3 694,91 €
4161	2000	T-25810	04/10/2000	6 458,00 €
4161	2000	T-25811	04/10/2000	7 217,82 €
4161	2000	T-26196	10/10/2000	1 490,82 €
4161	2000	T-26921	12/10/2000	1 392,36 €
4161	2000	T-26944	12/10/2000	2 773,91 €
4161	2000	T-26955	12/10/2000	13 365,36 €
4161	2000	T-27393	13/10/2000	4 615,91 €
4161	2000	T-28644	24/10/2000	2 349,10 €
4161	2000	T-30608	09/11/2000	1 468,87 €
4161	2000	T-30657	09/11/2000	1 490,82 €
4161	2000	T-31341	14/11/2000	1 808,92 €
4161	2000	T-33552	23/11/2000	1 425,01 €
4161	2000	T-33541	23/11/2000	1 594,53 €
4161	2000	T-33545	23/11/2000	6 138,46 €
4161	2000	T-34520	27/11/2000	1 372,60 €
4161	2000	T-34540	27/11/2000	2 393,77 €
4161	2000	T-34564	27/11/2000	2 393,82 €
4161	2000	T-34561	27/11/2000	2 871,26 €
4161	2000	T-35079	28/11/2000	1 090,07 €

Exercices 2004 à 2009

Annexe 1 : Titres prescrits ou dont le recouvrement a été sérieusement compromis sous la gestion de
M. MONNOT

COMPTE	EXERCICE	TITRE	PRISE EN CHARGE	MONTANT
4161	2000	T-35106	28/11/2000	4 776,66 €
4161	2000	T-35630	30/11/2000	1 032,19 €
4161	2000	T-35943	30/11/2000	1 032,19 €
4161	2000	T-35714	30/11/2000	1 083,58 €
4161	2000	T-35987	30/11/2000	1 372,60 €
4161	2000	T-35848	30/11/2000	1 372,62 €
4161	2000	T-35954	30/11/2000	1 594,53 €
4161	2000	T-35640	30/11/2000	1 886,85 €
4161	2000	T-35665	30/11/2000	2 053,46 €
4161	2000	T-35696	30/11/2000	3 074,62 €
4161	2000	T-35932	30/11/2000	3 074,63 €
4161	2000	T-36148	04/12/2000	1 180,00 €
4161	2000	T-36095	04/12/2000	1 764,59 €
4161	2000	T-37234	06/12/2000	2 551,06 €
4161	2000	T-37515	06/12/2000	3 074,63 €
4161	2000	T-37248	06/12/2000	3 781,74 €
4161	2000	T-37251	06/12/2000	16 036,85 €
4161	2000	T-37656	07/12/2000	1 032,19 €
4161	2000	T-37748	07/12/2000	1 032,19 €
4161	2000	T-37876	07/12/2000	1 043,32 €
4161	2000	T-37668	07/12/2000	1 372,60 €
4161	2000	T-37745	07/12/2000	1 372,60 €
4161	2000	T-37744	07/12/2000	1 419,33 €
4161	2000	T-37684	07/12/2000	2 393,82 €
4161	2000	T-38290	07/12/2000	2 746,27 €
4161	2000	T-38245	07/12/2000	3 715,98 €
46726	2001	T-2879	21/03/2001	1 177,67 €
46726	2001	T-2880	21/03/2001	1 177,67 €
46726	2001	T-2881	21/03/2001	1 177,67 €
4161	2001	T-5998	16/05/2001	1 490,82 €
4161	2001	T-6223	17/05/2001	1 010,77 €
4161	2001	T-6231	17/05/2001	1 493,89 €
4161	2001	T-8475	05/06/2001	1 089,07 €
4161	2001	T-8449	05/06/2001	2 800,85 €
4161	2001	T-8711	06/06/2001	2 570,65 €
4161	2001	T-9318	19/06/2001	1 226,61 €
4161	2001	T-11029	06/07/2001	1 658,84 €
4161	2001	T-11009	06/07/2001	5 437,86 €
4161	2001	T-13453	26/07/2001	1 989,46 €
4161	2001	T-13678	27/07/2001	1 158,22 €
4161	2001	T-14682	29/08/2001	3 066,25 €
4161	2001	T-16661	17/09/2001	1 065,03 €
4161	2001	T-16947	18/09/2001	2 702,31 €
4161	2001	T-17445	21/09/2001	1 333,89 €
4161	2001	T-18431	28/09/2001	3 066,25 €

Jugement des comptes du Centre hospitalier Andrée Rosemon de Cayenne

Exercices 2004 à 2009

Annexe 1 : Titres prescrits ou dont le recouvrement a été sérieusement compromis sous la gestion de
M. MONNOT

COMPTE	EXERCICE	TITRE	PRISE EN CHARGE	MONTANT
4161	2001	T-18453	28/09/2001	22 481,23 €
4161	2001	T-18691	02/10/2001	1 717,09 €
4161	2001	T-18806	03/10/2001	1 599,43 €
4161	2001	T-18906	04/10/2001	2 647,45 €
4161	2001	T-20101	12/10/2001	1 817,01 €
4161	2001	T-20498	17/10/2001	2 302,61 €
4161	2001	T-20483	17/10/2001	9 196,05 €
4161	2001	T-21533	06/11/2001	1 184,32 €
4161	2001	T-21525	06/11/2001	1 537,96 €
4161	2001	T-21531	06/11/2001	1 537,96 €
4111	2001	T-22116	08/11/2001	2 975,96 €
4161	2001	T-22201	08/11/2001	1 422,58 €
4161	2001	T-27854	18/12/2001	9 507,33 €
41151	2001	T-28928	19/12/2001	1 567,74 €
4161	2001	T-31775	15/01/2002	1 021,44 €
4161	2001	T-31765	15/01/2002	1 168,68 €
4161	2001	T-31682	15/01/2002	1 317,30 €
46726	2001	T-31879	21/01/2002	1 255,59 €
46726	2002	T-175	26/02/2002	1 700,93 €
46726	2002	T-173	26/02/2002	1 998,81 €
46721	2002	T-318	20/03/2002	1 500,00 €
41151	2002	T-1261	24/07/2002	2 518,39 €
41658	2002	T-1271	24/07/2002	1 300,73 €
41658	2002	T-1272	24/07/2002	1 623,16 €
4161	2002	T-1724	25/07/2002	3 020,14 €
4161	2002	T-3266	31/07/2002	1 193,10 €
4161	2002	T-4222	06/08/2002	3 322,47 €
4161	2002	T-5788	12/08/2002	1 010,64 €
4161	2002	T-6635	13/08/2002	1 010,20 €
4161	2002	T-6645	13/08/2002	1 380,24 €
4161	2002	T-10631	16/09/2002	5 829,41 €
4161	2002	T-11893	23/09/2002	1 423,14 €
4161	2002	T-12879	03/10/2002	1 945,89 €
4161	2002	T-15504	21/10/2002	1 193,50 €
4161	2002	T-18596	05/11/2002	2 913,07 €
46726	2002	T-19030	06/11/2002	12 561,92 €
4161	2002	T-23184	04/12/2002	1 501,20 €
4161	2002	T-24889	10/12/2002	2 022,28 €
46726	2002	T-26010	06/01/2003	2 930,72 €
4161	2002	T-26437	09/01/2003	1 532,37 €
TOTAL				377 893,83 €

Jugement des comptes du Centre hospitalier Andrée Rosemon de Cayenne

Exercices 2004 à 2009

**Annexe 2 : Titres prescrits ou dont le recouvrement a été sérieusement compromis sous la gestion de
M. ROUVE**

COMPTE	EXERCICE	TITRE	PRISE EN CHARGE	MONTANT
46721	2003	T-4225	13/03/2003	5 278,00 €
41131	2003	T-7338	31/03/2003	1 012,57 €
4161	2003	T-9212	15/04/2003	1 816,34 €
46721	2003	T-9829	22/04/2003	4 126,00 €
41151	2003	T-10199	29/04/2003	14 492,39 €
4161	2003	T-11013	09/05/2003	1 217,39 €
4161	2003	T-10886	09/05/2003	1 646,41 €
46721	2003	T-12183	16/05/2003	4 132,00 €
41151	2003	T-21019	23/07/2003	3 478,32 €
41658	2003	T-21030	23/07/2003	6 885,82 €
4161	2003	T-26931	10/09/2003	1 783,59 €
41151	2003	T-29419	24/09/2003	1 000,20 €
41151	2003	T-29421	24/09/2003	1 000,20 €
41151	2003	T-29420	24/09/2003	1 191,50 €
41151	2003	T-29424	24/09/2003	1 861,84 €
41151	2003	T-29428	24/09/2003	2 161,77 €
4161	2003	T-29969	01/10/2003	2 042,97 €
41151	2003	T-33110	20/10/2003	1 000,20 €
41151	2003	T-33111	20/10/2003	1 754,00 €
41151	2003	T-33107	20/10/2003	3 585,03 €
41151	2003	T-34537	05/11/2003	2 738,55 €
4111	2003	T-38734	25/11/2003	1 840,58 €
4114	2003	T-39203	26/11/2003	35 394,38 €
41151	2003	T-39060	26/11/2003	1 763,34 €
41151	2003	T-39163	26/11/2003	1 808,16 €
41151	2003	T-39072	26/11/2003	12 806,50 €
4114	2003	T-39641	28/11/2003	4 474,96 €
4111	2003	T-41045	08/12/2003	1 973,95 €
4111	2003	T-41055	08/12/2003	3 482,70 €
4161	2003	T-42185	18/12/2003	2 518,63 €
4114	2003	T-42342	19/12/2003	1 557,75 €
41151	2003	T-42221	19/12/2003	16 506,90 €
4161	2003	T-43512	07/01/2004	2 538,28 €
46726	2003	T-45661	15/01/2004	36 167,66 €
4164	2004	T-1859	12/07/2004	15 472,83 €
4164	2004	T-1858	12/07/2004	15 722,72 €
4164	2004	T-1860	12/07/2004	29 010,61 €
4161	2004	T-3025	14/09/2004	6 661,96 €
41151	2004	T-2836	14/09/2004	1 108,42 €
41151	2004	T-2849	14/09/2004	1 327,50 €
41151	2004	T-2840	14/09/2004	1 437,05 €
41151	2004	T-2682	14/09/2004	2 190,84 €
41151	2004	T-2848	14/09/2004	3 364,26 €
41158	2004	T-2869	14/09/2004	1 108,42 €
46721	2004	T-3081	14/09/2004	1 525,00 €

Jugement des comptes du Centre hospitalier Andrée Rosemon de Cayenne

Exercices 2004 à 2009

Annexe 2 : Titres prescrits ou dont le recouvrement a été sérieusement compromis sous la gestion de
M. ROUVE

COMPTE	EXERCICE	TITRE	PRISE EN CHARGE	MONTANT
46721	2004	T-3082	14/09/2004	1 525,00 €
46721	2004	T-3083	14/09/2004	1 525,00 €
41131	2004	T-3544	15/09/2004	1 626,74 €
41158	2004	T-4217	16/09/2004	2 185,44 €
4161	2004	T-6243	30/09/2004	2 582,71 €
41158	2004	T-6612	08/10/2004	1 099,22 €
41158	2004	T-7088	11/10/2004	16 849,41 €
4161	2004	T-7906	14/10/2004	1 433,29 €
4111	2004	T-8809	18/10/2004	1 619,38 €
4161	2004	T-8806	18/10/2004	1 696,33 €
4161	2004	T-9495	21/10/2004	1 125,22 €
4161	2004	T-9484	21/10/2004	2 193,02 €
4161	2004	T-12083	29/10/2004	1 092,22 €
4161	2004	T-13146	04/11/2004	4 279,65 €
4114	2004	T-14849	09/11/2004	10 176,49 €
46726	2004	T-14854	09/11/2004	2 512,19 €
41158	2004	T-18632	25/11/2004	8 159,65 €
4161	2004	T-19047	03/12/2004	1 524,59 €
46721	2004	T-21034	19/01/2005	1 636,03 €
46726	2004	T-21081	19/01/2005	9 048,79 €
41131	2004	T-21334	20/01/2005	1 254,63 €
46726	2005	T-1499	23/05/2005	2 331,42 €
4161	2005	T-1790	30/05/2005	1 980,40 €
4161	2005	T-1988	31/05/2005	1 976,40 €
4161	2005	T-1993	31/05/2005	2 958,59 €
4161	2005	T-3071	03/06/2005	2 015,79 €
4161	2005	T-2949	03/06/2005	3 877,52 €
4161	2005	T-5779	13/07/2005	1 102,22 €
4161	2005	T-5692	13/07/2005	1 722,66 €
41151	2005	T-5829	13/07/2005	1 866,74 €
41151	2005	T-5830	13/07/2005	1 976,02 €
41158	2005	T-5767	13/07/2005	2 030,35 €
4161	2005	T-7056	03/08/2005	2 198,44 €
41151	2005	T-7093	03/08/2005	1 771,28 €
4161	2005	T-7479	10/08/2005	7 791,87 €
4161	2005	T-7803	29/08/2005	1 125,96 €
4161	2005	T-8897	08/11/2005	1 669,33 €
4161	2005	T-9115	10/11/2005	2 797,02 €
41158	2005	T-9388	10/11/2005	1 085,75 €
4161	2005	T-13001	29/11/2005	1 135,50 €
4111	2005	T-13540	30/11/2005	2 308,66 €
41151	2005	T-13971	02/12/2005	1 567,34 €
4161	2005	T-14401	08/12/2005	1 358,53 €
4161	2005	T-14501	08/12/2005	2 143,09 €
4161	2005	T-14769	09/12/2005	1 325,26 €

Jugement des comptes du Centre hospitalier Andrée Rosemon de Cayenne

Exercices 2004 à 2009

Annexe 2 : Titres prescrits ou dont le recouvrement a été sérieusement compromis sous la gestion de
M. ROUVE

COMPTE	EXERCICE	TITRE	PRISE EN CHARGE	MONTANT
4161	2005	T-14787	09/12/2005	3 258,30 €
4161	2005	T-16058	14/12/2005	1 114,72 €
4111	2005	T-18468	27/12/2005	2 718,21 €
41151	2005	T-19019	29/12/2005	2 572,99 €
4161	2005	T-19780	02/01/2006	4 911,00 €
4161	2005	T-19980	03/01/2006	2 018,61 €
4161	2005	T-20113	05/01/2006	1 335,00 €
4161	2005	T-20384	06/01/2006	1 664,51 €
41151	2005	T-20905	11/01/2006	1 065,17 €
4161	2005	T-21308	12/01/2006	1 135,22 €
4161	2005	T-21670	13/01/2006	1 132,22 €
4161	2005	T-21594	13/01/2006	4 340,01 €
41158	2005	T-21650	13/01/2006	3 928,77 €
			Total	424 424,36 €